

Bienvenue au Président des Français à Bamako, la très lointaine banlieue.

« Au bout du petit matin, cette ville plate - étalée...

Et dans cette ville inerte, cette foule criarde si étonnamment passée à côté de son cri comme cette ville à côté de son mouvement, de son sens, sans inquiétude à côté de son vrai cri, le seul qu'on eut voulu l'entendre crier parce qu'on le sent sien lui seul. »

Aimé Césaire - Cahier de retour au pays natal.

« Vous êtes parti de chez vous, vous êtes venu chez vous » sont les mots de bienvenue, Monsieur le Président, que votre homologue malien vous adressera, certainement, à votre arrivée à Bamako dans le cadre du 23^e sommet des chefs d'Etats de France et d'Afrique.

Je me situe sur le même registre et vous souhaite, moi aussi, la bienvenue chez nous et chez vous. N'est-elle pas belle et remarquable d'ouverture ainsi que d'humanité, cette expression de l'hospitalité malienne et africaine qui invite au voyage, lève les barrières entre ceux qui se rencontrent, peuples ou individus ?

Elle a surtout le mérite de nous plonger au cœur du débat sur les questions de territoires, de liberté de mouvements et d'identités, c'est-à-dire des migrations qui constituent avec le terrorisme, les deux peurs de l'Occident. Qui aurait pu penser que du projet de construction du village global prospère et libre d'accès à tous, sans distinction de race, ni de religion, naîtrait un monde où dominant la peur de l'autre, l'ostracisme et le racisme ?

L'Afrique est la région du monde qui, non seulement n'a rien à gagner dans le libre-échange, mais qui lui paie le tribut le plus lourd. Il est heureux que vous ayez décidé, vos homologues et vous, d'accorder une attention privilégiée aux jeunes du continent, dans le cadre du Sommet de Bamako. Ce sont eux qui paient cher pour l'ouverture au forceps de nos économies qui avaient surtout besoin d'être consolidées de l'intérieur au lieu d'être livrées aux multinationales au nom d'une compétitivité dont nos pays n'ont ni les moyens ni la latitude.

Aux jeunes d'Afrique, l'Occident qui fait de cette ouverture au marché une exigence, ne dit nullement « vous êtes parti de chez vous, vous êtes venus chez vous ». Après avoir pris d'assaut et pillé les pays dont ils sont originaires, il se barricade tout en poursuivant la ponction à travers de faux accords de partenariats.

Je vous ai adressée à ce sujet une lettre, en soulignant que l'émergence de l'ivoirité en tant qu'identité meurtrière est allée de pair avec la paupérisation de la Côte d'Ivoire, avec la chute des prix des produits d'exportation, à partir de la fin de la décennie 70. Elle est restée sans suite. En réalité, je n'attendais point de réaction de votre part. Ma démarche était un monologue qui m'aura permis de poursuivre la réflexion que m'ont inspirée vos courageuses prises de position, en septembre 2001 à Johannesburg (Afrique du Sud), lors du sommet de la Terre. Vous vous exprimiez en ces termes : « Malgré les immenses promesses dont elle est riche, la mondialisation menace la diversité. Telle qu'elle se développe aujourd'hui, elle s'appuie notamment sur les progrès fulgurants des technologies virtuelles qui altèrent les liens avec la réalité sensible. Elle est fondée sur la consommation de masse ; la logique qui la porte, pousse à la standardisation des produits, des normes et des langues. Fondée sur le commerce, elle tend à tout réduire à une marchandise ».

Le meilleur service que vous pouvez rendre à la jeunesse africaine, Monsieur le Président, dans le contexte actuel, consiste à questionner le plus rigoureusement possible son vécu dans le contexte de cette mondialisation que vous critiquez. Il apparaîtra clairement que l'incompressible besoin d'émigrer qui les habite est étroitement lié à la destruction de nos économies et de nos repères.

Les candidats à l'émigration, faut-il le rappeler, Monsieur le Président, sont surtout des sans voix ni droit à l'information sur les politiques macro-économiques qui continuent d'appauvrir leurs pays. Ils se recrutent parmi les paysans ruinés par la destruction de l'agriculture paysanne, les travailleurs aux salaires de misère quand ils n'ont pas été licenciés, les jeunes diplômés sans emplois, les petits commerçants désemparés par la concurrence sauvage et les mères de familles qui n'en peuvent plus de colmater les brèches ouvertes par les politiques néolibérales.

Le sort de la filière cotonnière est hautement édifiant quant au double jeu de vos pays et la dictature des institutions de Bretton Woods. L'Union Européenne, dont votre pays est l'une des chevilles ouvrières, et les Etats-Unis d'Amérique s'octroient le droit de subventionner leur propre agriculture, c'est-à-dire de se doper dans le cadre d'une course qu'ils ont imposée aux plus faibles.

Aussi, le discours de nos Etats libéraux sur les causes de l'immigration clandestine en occultant les ravages du système néolibéral est-il totalement biaisé et source de mépris pour nous. Le racisme ne peut qu'en être exacerbé. Les politiques qui en découlent sont irrespectueuses des droits économiques, politiques, sociaux et culturels de nos peuples, dont les jeunes.

Ce sont vos multinationales qui, au nom d'une prétendue efficacité et rentabilité, absorbent les entreprises publiques, s'approprient à vil prix les matières premières qui appartiennent aux peuples et aux jeunes d'Afrique, inondent nos marchés de biens subventionnés, condamnent nos populations à émigrer.

L'état d'ébranlement de la France, au terme de trois semaines d'émeutes en dit long, Monsieur le Président, sur notre enfer dans la mesure où par ici, le feu couve partout, éclate çà et là, faute de réponses adéquates à une demande sociale forte, qui est d'abord celle des jeunes. Comme à Clichy-sous-Bois, dans le Val d'Oise, le Val de Marne et ailleurs, ils sont en colère du fait du chômage massif, de la démission et du manque de vision des aînés, décideurs et parents. Ils n'attendent pas au pied des immeubles mais sous les arbres, le long des caniveaux sales qu'ils auraient pu curer et fermer en s'appropriant ainsi leurs quartiers si les milliards qui viennent d'être investis dans l'aménagement de quelques artères, pour votre passage avaient pu être négociés et utilisés autrement.

A l'instar de ses homologues africains, le Président malien a dû s'acquitter de cette tâche qui consiste pour les pays qui abritent le Sommet France-Afrique, à construire, agrandir, embellir des bâtiments et les voies que vous empruntez. C'est en cela que ce Sommet est la parfaite expression de ces choix et pratiques qui desservent les intérêts des populations et les excluent au sens propre et au sens figuré de ce terme. Dans la capitale malienne vous aurez droit, vous et vos homologues africains, en plus du Palais des congrès rénové à un boulevard bordé de jardins nouvellement aménagés et inaccessibles aux Bamakois.

Dans votre analyse de la situation des banlieues de France en feu, vous faites, à juste titre, allusion à une crise d'identité et à un manque de respect, qui sont également les caractéristiques de vos lointaines banlieues que sont nos grandes villes. C'est aussi pour cette raison que l'expression « vous êtes parti de chez vous, vous êtes venu chez vous » est heureuse.

De part et d'autre du mur de Schengen, Monsieur le Président, à Ceuta et Melilla, et dans vos banlieues, ce sont les mêmes jeunes qui viennent de mettre subitement et violemment à nu l'échec lamentable de la mondialisation néolibérale qui a déteint sur la politique de coopération et d'intégration à la française. Ils rappellent que la même logique marchande engendre le même chômage, la même détresse humaine et la même révolte, chez vous, chez nous et ailleurs.

Cette lecture des faits, je le sais, est difficilement acceptable pour un Nicolas Sarkozy et autres ultralibéraux qui préfèrent manipuler la peur de l'autre au risque de mettre le feu aux poudres. Tout comme ceux qui nient les méfaits de la colonisation, ils rechignent à établir un quelconque lien entre l'intensification des flux migratoires et cet échec notoire des réformes structurelles qui, dans leur esprit, participent, dans nos pays, à la mission civilisatrice de l'Occident.

Pour conclure, Monsieur le Président, je souhaite que vos homologues africains et vous reteniez qu'aux portes de l'Europe, à Ceuta et Melilla, mais aussi à Lampedusa et autres lieux de transit, de détention et de mort, ainsi que dans vos banlieues, les jeunes d'Afrique vous ont surtout lancé un appel au secours. Tandis que vous, vous avez mis du temps à réagir aux événements qui se sont produits dans votre pays, les dirigeants africains ont tout simplement préféré garder le silence.

Du fait de leur simultanéité et de leur extrême gravité ces faits attestent que vos rencontres au sommet n'ont pas aidé vos concitoyens et que, par conséquent, ils n'ont pas leur raison d'être. Ils auront été une série de fête entre la France et ses obligés, à laquelle les circonstances actuelles devraient mettre un terme.

L'Afrique et la France ont plus que jamais besoin d'espaces, de dialogue véritable mais aussi de liberté et de vérité, où la pensée sur les causes et les réponses aux migrations, par exemple, ne sera pas le monopole des pays riches.

Les peuples d'Afrique et de France vous inspireront dans cette perspective le contenu et le sens d'une coopération vraie conforme à leurs intérêts.

Ensemble, nous nous donnerons alors les moyens de construire un destin commun, au lieu d'en laisser le soin au marché libre et déloyal qui est en train de désintégrer l'Afrique et l'Europe.

Ensemble, nous repenserons les accords de partenariat économiques, qu'il s'agisse de l'Accord de Cotonou ou du processus de Barcelone, de telle sorte que les peuples d'Afrique, notamment les jeunes puissent tirer le maximum de profit de leurs richesses : minerais, pétrole, matières agricoles, etc.

Nos élections n'auront plus besoin d'être supervisées et nos élus surveillés et sanctionnés pour mauvaise application de vos instructions, parce qu'ils auront à mettre en œuvre des politiques

économiques que nous aurons convenues avec eux. Elles ne seront pas non plus l'occasion de bousculades ni de tueries parce que nos peuples et surtout les jeunes seront avisés, exigeants et regardants quant à la gestion des ressources que dégageront nos propres efforts de transformation économique sociale et culturelle.

Dans une Afrique réhabilitée dans ses droits économiques, politiques, sociaux et culturels, Nicolas Sarkozy et autres ultralibéraux, n'auront plus à s'arracher les cheveux quant aux moyens de mieux barricader l'Europe et d'en expulser les non solvables.

Dans cette Afrique rêvée, nous vous accueillerons, Monsieur le Président , dans les villes assainies, bâties, non pas dans la précipitation, le manque de transparence et de repères avec des décorations de Noël en plein sahel. Nous prendrons tout notre temps, tous les jours et les bâtirons dans la concertation, l'enthousiasme et avec amour, en mobilisant les jeunes qui se les approprieront ainsi et en faisant le meilleur usage possible des ressources disponibles : finance, matériaux, savoirs et savoir-faire.

Sachant l'importance que vous attachez à la diversité culturelle, vous aimerez, j'en suis persuadée, ces nouvelles cités africaines, gérées par des élus qui privilégient la demande de leurs concitoyens.

Telle est, Monsieur le Président, ma prière de femme noire et africaine, en cette veille de votre arrivée dans cette « ville plate-étalée », pour l'instant « passée à côté de son cri... de son vrai cri, le seul qu'on eut voulu l'entendre crier parce qu'on le sent sien lui seul » comme dirait Aimé Césaire.

Un autre partenariat entre l'Afrique et la France est indispensable.

Bienvenue en terre africaine du Mali, chez nous, chez vous.

Bamako, le 30 novembre 2005.

Aminata D. TRAORE